

RESEARCH ARTICLE

**Algerie : Dependance alimentaire,
importation de lait et production locale**

AUTHORS

Sawsan Kacimi El Hassani

La Dépendance Alimentaire en Algérie: Importation de Lait en Poudre versus Production Locale, Quelle Evolution?

Sawsan Kacimi El Hassani

Université Badji Mokhtar (Algérie)
Sawsan.kacimi@gmail.com

Doi:10.5901/mjss.2013.v4n11p152

Abstract

Algeria ranks as the second importer of milk powder in the world with an import bill reaching 700 million USD. While the state's support to this sector varies between 46 and 47 billion DA per year, which a part of is devoted to milk powder and fresh milk also subsidies to this sector. Theoretically this support would encourage the integration of local production which would reduce food dependency of Algeria from the international markets. However, it is not the case. Hence the central question of this paper proposal: "What is the evolution of the integration of the local production of milk?" to provide some answers, it is timely to give an overview on the evolution of the following: the production of raw milk, milk collection, integration, and import trends for milk powder. Finally, an analysis of the factors explaining this situation of food dependency is needed as well as advanced by industry professionals proposals.

Keywords: sector, producing milk, collection, integration, importation.

1. Introduction

La sécurité alimentaire, la souveraineté alimentaire, la dépendance alimentaire ; autant de termes de plus en plus abordés dans les travaux de recherche. En effet, un débat très riche ne cesse d'être alimenté ces dernières années autour de ces notions, et les pays en voie de développement sont les plus concernés et dont fait partie l'Algérie. Un pays ayant d'importantes potentialités mais demeurant dépendant alimentaires. En effet, le montant moyen de la facture des importations alimentaires pour la période (2000-2012) s'élève à 0,8 milliards USD. La dépendance alimentaire sera abordée concernant un produit stratégique à savoir le lait, qui occupe une place importante dans la ration alimentaire du consommateur algérien (120 l/hab/an) s'il l'on compare à nos voisins tunisiens (83 l/hab/an) ou encore marocains (64 l/hab/an). En effet, l'Algérie est considérée comme l'un des grands pays consommateurs en ce qui concerne la filière lait et dérivés, et cela est dû aux traditions alimentaires, à la valeur nutritive du lait, à sa substitution aux viandes relativement chères et le soutien de l'Etat, qui sont autant de paramètres qui ont dopé la demande. Une demande qui ne peut être satisfaite par la production laitière nationale. Celle-ci a atteint environ 03 milliards de litres en 2011, soit un accroissement de 84% par rapport à l'année 2000 ; année de lancement du plan National de Développement Agricole (PNDA). Ceci reste insuffisant du fait qu'elle n'est pas en mesure de couvrir la demande nationale évaluée à 3 milliards de litre par an. D'où le recours à l'importation sous la forme de lait en poudre ce qui classe l'Algérie comme 2ème importateur au monde après la Chine.

A travers cet article, il sera sujet de dresser un état de lieux de deux filières à savoir : celle des importations laitières et celle du lait cru produit localement, afin de comprendre les contraintes ralentissant la production nationale du lait ainsi que son intégration par le maillon de transformation, et ce malgré les politiques de l'Etat en matière d'encouragement des différents maillons de la filière lait (éleveurs, collecteurs et transformateurs).

2. Cadre théorique et contexte de l'étude :

2.1 L'approche filière

La notion de système alimentaire permet de décrire l'ensemble des activités qui concourent à la fonction alimentation dans une société donnée, il est également possible de décomposer les systèmes alimentaires en sous-ensembles (filières) (Malassis & Ghersi, 2000). Selon (Bencharif, 2000) le fonctionnement des filières agroalimentaires dans les pays en développement se heurte à des blocages et des contraintes qui entravent la circulation des produits à un niveau

des articulations de la filière, et la démarche filière est donc particulièrement appropriée à ces pays selon l'auteur.

Les premiers travaux d'économie agroindustrielle ont été réalisés par Davis et Goldberg en 1957 à l'université Harvard. Ils ont forgé le concept d'agri-business, qui est constitué par l'ensemble des branches approvisionnant et utilisant des produits agricoles (Rastoin & Gherzi, 2010). Les débuts des années 60 ont été marqués par l'intérêt des chercheurs français porté sur la modélisation du secteur agroalimentaire et les relations d'amont en aval que l'agriculture entretenait avec ses partenaires (Malassis & Gherzi, 2000). Toutefois, la notion de filière ne fait pas l'objet d'une définition précise et unique (Lauret, 1989), selon l'auteur il avance que les chercheurs prennent les filières pour objet pour multiples raisons entre autres la connaissance fine de l'objet étudié et une meilleure compréhension de la structure, du fonctionnement, des crises et de l'évolution du système (Lauret, 1989).

En effet, l'approche filière permet de mieux comprendre les stratégies des acteurs, d'identifier et caractériser les contraintes au commerce d'un produit afin de concevoir des actions pour lever ces contraintes. Cette approche semble particulièrement appropriée à proposer des actions destinées à favoriser l'augmentation des productions (Duteurtre & Koussou & Leteuil, 2000). D'après (Montigaud, 1989) la filière est de prendre en compte une succession d'activités, étroitement imbriquées les unes par rapport aux autres, liées verticalement par l'appartenance à un même produit ou à des produits voisins et dont l'objectif principal est de répondre aux besoins des consommateurs. Une filière peut être considérée comme à la fois une suite de transformations et une suite de marchés entre amont et aval (Griffon, 1989).

L'approche filière est un outil d'analyse qui permet de montrer la manière dont les politiques publiques, les investissements et les institutions influent sur les systèmes locaux de production (Tallec & Bockel, 2005). Notons que (Griffon, 1989) souligne qu'en utilisant le concept filière, des difficultés pratiques sont constatées dont la principale semble être le manque de données et leur faible fiabilité. Cependant l'analyse de la filière permet de disposer d'informations plus utiles et plus fiables que celles des statistiques nationales.

2.2 Politiques laitières en Algérie

Au lendemain de l'indépendance l'élevage existant était constitué de deux races locales, la Brune de l'Atlas et la Guelmoise. C'était un élevage traditionnel entièrement extensif orienté vers la production de subsistance et localisé dans les plaines du nord et zones de montagne. Dans les années 60 les premières mesures prises par l'Etat concernent l'extension des cultures fourragères permettant ainsi l'intensification des bovins laitiers. En 1995, l'instruction ministérielle a été promulguée qui ouvre une nouvelle phase en prenant en considération l'ensemble des segments de la filière, et en sensibilisant l'implication de l'ensemble des acteurs intervenants dans la filière lait (Cherfaoui & al, 2006). L'année 2000 est marquée par l'avènement du Plan National du Développement Agricole (PNDA), ayant pour finalité la restructuration du territoire agricole, il s'articule autour de l'incitation et du soutien orientés vers l'investissement au sein des exploitations agricoles afin d'accroître les niveaux de production et de productivité et ce dans le souci d'améliorer rapidement la contribution du secteur agricole aux besoins alimentaires du pays (MADR, 2012) et dont le financement est assuré par le Fond National de Régulation et de Développement Agricole (FNRDA), qui est une aide à la remise à niveau des exploitations agricoles et des filières de production.

La crise alimentaire qui a sévi en 2007/2008 a mis l'accent sur la nécessité de moderniser et développer l'agriculture algérienne. Pour remédier à cette situation la politique de Renouveau Agricole et Rural (RAR) se décline en trois volets complémentaires : le renouveau agricole, le renouveau rural et le renforcement des capacités humaines et de l'appui technique aux producteurs. Le programme quinquennal mobilise près de 1000 milliards de dinars pour inciter à l'investissement privé et consacre 200 milliards de dinars/an pour soutenir le renouveau agricole et rural. Il est attendu de ce programme, à l'horizon 2014, l'amélioration de la sécurité alimentaire de l'Algérie induite par l'amélioration du taux de croissance de la production agricole moyenne (6% par an (période 2000-2008) à 8,33% sur la période (2010-2014)), l'accroissement de la production nationale et l'amélioration de son intégration et de sa collecte, la relance durable de l'appareil industriel national et l'amélioration de l'intégration agro-industrielle et création d'emploi notamment dans des zones pauvres en opportunités de création d'emplois et de revenus hors agriculture (MADR, 2010).

3. Une forte demande que la production locale n'a jamais pu satisfaire faisant ainsi appel à l'importation

La consommation est le dernier maillon de toute filière agroalimentaire, et dont le cas de la filière lait se trouvant dépendante des importations de poudre de lait et dont la production locale de lait cru n'a jamais pu satisfaire cette demande. La consommation de lait a connu une augmentation rapide, elle passe successivement de 54 l/hab/an en 1970 à 112 l/hab/an en 1990, pour atteindre les 120L de nos jours. En effet, l'Algérie est le plus gros consommateur de

lait et de produits laitiers au niveau maghrébin. Cette catégorie représente environ 14% des dépenses agroalimentaires par foyer. Cette demande est tirée par la croissance démographique estimée à 1.6%/an, et l'urbanisation qui est estimée à plus de 5% /an, s'ajoutant à cela l'amélioration du pouvoir d'achat (4% à 7%/an). Une enquête menée sur les ménages algériens fait ressortir que la catégorie de produits « lait et produits laitiers » occupe la 4ème position avec (7,5%) du total des dépenses de ces ménages, après les céréales (24,6%) , viande rouge (18,4%) et légumes et fruits frais (13,7%) (Bouazouni, 2008). On note aussi que la croissance est lente concernant la demande en lait de consommation du fait du niveau déjà élevé de la consommation de lait par habitant et par an. Quant aux produits dérivés du lait, l'on note que la consommation croit fortement grâce à l'amélioration de la qualité offerte et à la stabilité des prix. Et malgré l'amélioration de la production laitière ces dernières années, l'Algérie doit importer environ 60% de poudre de lait et autres produits laitiers afin de répondre à la demande locale en nette hausse. Cette demande de lait et produits laitiers n'a cessé d'augmenter, elle bondit de 950 millions de litres en 1970 à 3700 millions de litres en 1985 à 2147 millions de litres en 1996 à 3300 millions de litres en 2000 pour atteindre 4700 millions de litres en 2007 (MADR, 2007). Elle est estimée à 4,2 million de litre/jour en 2008. Selon (Cherfaoui, 2003) « L'aspect qualitatif de la demande se traduit par une différenciation des produits s'appuyant sur des stratégies de fidélisation des clients et de marketing à travers notamment la publicité ». Il est à rappeler que la consommation est couverte en grande partie par les importations de poudre de lait.

En effet, l'Algérie est le plus grand importateur de produits agricoles en Afrique. Les récoltes étant souvent pauvres à cause de la sécheresse, ce sont les importations de produits agricoles qui comblent la plupart des besoins des consommateurs algériens. En effet, les biens alimentaires occupent le troisième rang dans la structure des importations algériennes au cours des dernières années, après les biens d'équipements (40%) et les biens intermédiaires (29%) (Douanes algériennes, 2013). Le tableau ci-dessous représente l'évolution des montants des importations alimentaires et laitières dépensés par l'Algérie pour la période (2000- 2012). Il est à remarquer que les importations laitières, représentent en moyenne 17% des importations des biens alimentaires durant la période étudiée, et suivent la même évolution des importations alimentaires. D'ailleurs l'Algérie est le deuxième importateur au monde de poudre de lait après la chine.

Tableau 01 : Les importations alimentaires et les importations laitières de l'Algérie (2000- 2012) Valeur en milliards USD

Années	00	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12
Impor. Alim	2,41	2,39	2,74	2,67	3,59	3,58	3,80	4,95	7,81	5,86	6,05	9,85	8,89
Import. Lait	0,37	0,26	0,43	0,45	0,74	0,67	0,70	1,1	1,28	0,82	0,99	1,54	1,26

Source: Etabli sur la base des données de Statistiques du Commerce Extérieur de L'algerie (2000-2012), Ministère des finances, direction des douanes

Après l'indépendance et jusqu'à 1974, l'industrie a continué à fonctionner à partir de lait frais importé en vrac et mélangé au lait collecté localement (Bencharif, 2001). C'est à partir de 1972, qu'un changement de la politique laitière s'est opéré en faveur de la poudre de lait pour plusieurs raisons notables à l'époque notamment sur le gain des quantités, une meilleure maniabilité de la poudre de lait et une réduction des risques d'avaries ou d'acidification » (Kherzat, 2006). L'importation a suivi une allure ascendante jusqu'à la période (1981-85) avec un plafond de 2,1 milliards de litres en équivalent lait (Djermoun & Chehat, 2012). Cependant, l'importation laitière connaît des déclinés au cours de la période (1985-2005) notamment (1986-99). Ces déclinés sont en relation avec les mesures d'ajustement structurel ont ainsi impose la baisse des niveaux de subvention des produits laitiers (Djermoun & Chehat, 2012) et insuffisances monétaires du pays (Kherzat, 2006). C'est en 2000 que le monopole de l'importation dans la filière est levé et reprise de la hausse des quantités importées. Ce déséquilibre entre l'offre et la demande n'est caractéristique de notre pays, il est constaté sur le plan mondial. D'ailleurs, le marché mondial du lait est estimé à plus de 600 millions de tonnes et croit faiblement (1% /an) alors que la demande croit à un rythme plus fort (près de 3% /an dans les pays en développement) (Kaci & Sassi, 2007).

4. Une production en hausse et encouragée par l'Etat mais qui demeure insuffisante

La production fourragère est l'un des maillons importants dans le système de production de l'élevage bovin laitier. Selon le rapport de l'ITELV les cultures fourragères en Algérie occupent une place marginale au niveau des productions végétales. Les ressources fourragères sont assurées par les terres de parcours (fourrages naturels) et les sous produits

de la céréaliculture. L'amélioration de la production fourragère est, de ce fait, une nécessité compte tenu de la mauvaise alimentation actuelle des cheptels dont le bovin laitier. Selon (Nedjraoui, 2000), les terres utilisées par le secteur agricole occupent 40 millions d'hectares soit 17% de l'ensemble du territoire. Selon (Houmani, 1999) L'alimentation du bétail en Algérie se caractérise notamment par une offre insuffisante en ressources fourragères, ce qui se traduit par un déficit fourrager estimé à 34%. Ce déficit fourrager est de 58% en zone littorale, de 32% en zone steppique et de 29% au Sahara. Le niveau des productions animales demeure faible. Cette faiblesse est liée principalement à la sous-alimentation et la malnutrition du cheptel (cité par Guerra, 2009).

La production nationale du lait couvre environ (40%) de la demande. L'essentiel de la production est assurée par le cheptel bovin laitier à hauteur de 80%. L'importation de vaches laitières a permis un accroissement de la production du lait, demeurant néanmoins insuffisant par rapport à la demande. A travers la lecture des chiffres officielles concernant la production laitière et ce pour la période (1986-2012), il est à constater que la production est passée par trois phases principales :

- La période (1986-1992) marquée par une croissance annuelle moyenne d'environ 9% ;
- La période (1993-1997) marquée par un ralentissement de la croissance avec uniquement 0,9% comme taux moyen de croissance annuelle. La production reprend sa croissance lentement à partir de 1995, et ce avec les premières assises de la politique de promotion laitière nationale ;
- A partir de l'année 1998, il est remarqué les premiers résultats du programme de réhabilitation de la filière et de la décision d'importation des vaches laitières par l'Etat. Pour atteindre une production laitière de 2,2 millions de litres en 2006 (la production étant estimée à 0.7 et 1.1 millions de litres respectivement pour les années 1986 et 1996).

Un accroissement notable de la production a été remarqué ces dernières années grâce aux actions du PNDAR dans le cadre du programme lait, car la production est passée de 1,5 Milliards de litres en 2000 à 2,2 Milliards de litres en 2007, avec un taux annuel de (+6%) par an depuis 2000, pour atteindre les 3,08 milliards de litres en 2012. Mais elle demeure insuffisante pour couvrir les besoins. D'après le recensement général de l'agriculture le nombre d'exploitations bovines s'élève à 204000 exploitations détenus par 84000 éleveurs et dont 60% sont en hors sol et 96% détiennent un cheptel de moins de 06 vaches laitières (MADR, 2003).

Il est à noter que la production des systèmes d'élevage laitiers se voit entravée par de multiples problèmes, l'on peut citer : faiblesse des fourrages quantitativement et qualitativement, insuffisance de la maîtrise des techniques des élevages, faible potentiel génétique ainsi que le faible rendement des BLM (bovin laitier moderne importé) du à la non adaptation aux conditions climatiques du pays et conditions de conduite au niveau des exploitations.

5. Un faible taux d'intégration du lait cru collecté

Etant le deuxième maillon de la filière, la collecte constitue la principale articulation entre la production et l'industrie laitière. Une augmentation du lait cru collecté est observée durant la période 1969/2010. En effet, elle est passée de 29 millions en 1969 à, 1,01 milliard de litre en 1993, à 107 millions en 2003 et à 1,95 milliard de litre en 2004). Toutefois, c'est le taux de la collecte qui connaît un déclin, que fait remarquer (Boukella, 1996) « au cours de la décennie soixante-dix, la quantité de lait collectée est de 30 à 40 % du total lait de vache produit ce taux tombe ensuite à 16% du total en 1980-1990 ». La collecte est assurée jusqu'à 1995 par les ex-unités du groupe étatique (Giplait) et connaît une forte croissance durant la période (1990-96) résultant de l'amélioration des prix du lait cru passant ainsi de 7DA à 22DA le litre. Ensuite, le délaissement partiel de l'activité de collecte au profit des collecteurs privés organisés autour des mini laiteries a induit le déclin de la collecte pour la période (1996-99) en raison de l'absence de consensus sur le prix de cession du lait cru. Certes le taux de collecte a connu une amélioration relative mais qui reste insuffisante. En effet, c'est à partir de 2001 que la collecte suscite un nouvel intérêt pour atteindre près de 700 millions de litres en 2012, suite aux incitations et aides pour l'ouverture de nouveaux centres de collecte et de l'augmentation de la prime de collecte. Cela se confirme par le nombre de collecteurs intégrés dans le programme de réhabilitation pour l'année 2006 est 7,4 fois le nombre des adhérents en 2000, estimé à 1908 collecteurs.

Pour ce qui est du taux d'intégration qui correspond à la part du lait collecté dans les quantités totales produites, une amélioration du taux d'intégration du lait cru produit localement dans la fabrication industrielle est remarquée au cours de l'année 2004, pour atteindre un taux de 15%. Cependant, ce taux demeure à un niveau minime cette faible performance résulte en partie de faible importance accordée à l'activité de collecte.

L'année 1998 a vu la création du groupe industriel des productions laitières (Giplait) à l'issue de la restructuration des ex-offices régionaux (Centre, Est et Ouest). Doté d'une capacité de production installée de 1,4 milliards de litres de

lait équivalent (répartie à hauteur de 82% sous forme de lait pasteurisé et 18% comme produits laitiers dérivés). Il regroupe 19 filières réparties entre les régions du centre (06), de l'est (04) et l'ouest (09). Le groupe assure la plus grande part d'approvisionnement du marché nationale particulièrement en lait pasteurisé. Depuis une quinzaine d'années, le marché des produits laitiers a connu une diversification en matière d'offre avec l'avènement des laiteries privées ayant investi beaucoup plus le segment des dérivés du lait. On retrouve certaines entreprises qui ont réussi à imposer leurs marques telles que : Danone, Soummam, Tchénaitia-Candia et Hodna. Les laiteries privées sont au nombre de 120 PME/PMI et une centaine de mini-laiteries qui produisent une moyenne de un milliard de litres par an mais la production du lait pasteurisé ne représente que 20% seulement de ce volume (Kaci & Sassi, 2007).

Face à la forte demande croissante induite par la salarisation massive, a totalement modifié les priorités des entreprises et offices agroalimentaires, c'est la sécurité de l'approvisionnement des villes qui devenait essentielle, sans que pour autant soit définie leur relation avec l'agriculture (Benfrid, 1992). En effet, l'industrie laitière n'assure la collecte et la transformation qu'à titre d'activités accessoires par rapport à la transformation du lait en poudre importé (Djermoun & Chehat, 2012). Ce secteur se base essentiellement sur les importations de poudre de lait pour sa production et il n'a été accordé qu'un intérêt mineur à la collecte, le prix étant nettement favorable aux produits importés au détriment de la collecte du lait local étant plutôt synonyme de surcoûts insupportables (Chehat, 2002), (Bencharif, 2000).

6. Résultats et discussion:

L'Etat à travers ses politiques antérieures a fixé des prix à la production à un niveau raisonnable et un prix à la consommation particulièrement bas. Ce qui a encouragé d'avantage la croissance de la consommation, provoquant une forte demande que seules les importations massives de poudre de lait pouvaient satisfaire. De plus, l'accroissement de la production laitière enregistré durant la période (2000-2012) est plutôt le résultat d'une augmentation des effectifs des vaches laitières et non pas du rendement laitier au niveau des exploitations. Ceci se confirme avec la crise qu'a connue la filière lait durant l'année 2007, engendrée par l'élévation des prix de la poudre de lait importée, et accompagnée par une forte demande du lait en sachet pasteurisé et dont le prix a demeuré malgré la crise soutenu par l'Etat. Cependant, une forte concurrence s'est déclenchée à cause de la réduction du niveau de la production (-30% entre 2006 et 2007). Depuis cette année il a été décidé la création d'un office interprofessionnel du lait (ONIL) pour prendre en charge l'approvisionnement des transformateurs en matière première. Cette mise en place n'a pas été pour autant suffisante pour mettre fin aux problèmes soulevés.

Tableau 02: Evolution de la filière lait en Algérie (1997-2007)

Années	Production lait cru (10 ³ L)*	Collecte (10 ³ L)*	Taux Intégration (%)*	Production lait pasteurisé 10 ³ HL**	Consommation 10 ⁶ L***
1997	1050000	112700	10,8	9897,9	2928
1998	1200000	92000	9	9375,1	2928
1999	1558730	93000	10,1	8442,1	2928
2000	1585900	100700	11,1	8590,9	3300
2001	1637210	93500	11	7827,5	3401
2002	1544000	129500	10	7154,6	3500
2003	1610000	120000	10	5780,0	3700
2004	1915000	200000	15	5106,0	4045
2005	2092000	119365	-	4754,0	4300
2006	2244000	221249	-	4821,4	4600
2007	2180000	195360	-	5944,8	4700

Source: reconstitué en se basant sur les données suivantes : * MADR/DSASI, **Collection statistiques n°140 série E, Alger, 2009, P140, ***Forum des chefs d'entreprises en collaboration avec la chambre nationale d'agriculture « la filière lait : pour des synergies fertiles » P09

Parmi les contraintes entravant le développement de la filière l'on peut citer :

- Eparpillement de la filière sur l'ensemble du territoire national (il existe 1518 communes productrices de lait dont 639 communes réalisent 80% de la production)
- Prédominance de l'élevage extensif au détriment de développement de grandes fermes de production

intensive.

- Fixation du prix du lait à la consommation à un niveau bas ce qui rend très difficile la couverture des charges de sa production ;
- Utilisation massive de lait en poudre dans les usines de transformation, un lait largement répondu sur le marché mondial à des prix concurrentiels ;
- Organisation inadaptée des réseaux de collecte suivant les bassins de production et autour des unités de transformation.

Les solutions pouvant être envisagées pour remédier aux contraintes énumérées ci-dessus :

- Poursuivre les opérations de vulgarisation de sensibilisation des éleveurs ;
- Repeuplement des infrastructures de cheptel bovin par des formes de partenariat ;
- Augmenter les capacités de collecte et de transformation ;
- Interdiction ou limitation de la mesure du possible de la vente informelle du lait cru ;
- Amélioration des parcours ;
- Soutien pour l'acquisition du cheptel bovin et repeuplement des étables ;
- Encourager ou créer des fermes intégrées capables de produire l'aliment du bétail ;

7. Conclusion

Toutes les politiques laitières antérieures se sont soldées par des résultats mitigés. En effet, la production du lait a enregistré un accroissement notable mais insuffisant pour couvrir la forte demande. Un écoulement de la production qui a connu des perturbations entre autres en raison de l'absence de consensus sur le prix de cession du lait cru au transformateur, et qui à partir d'Avril 2009 a été fixé par le comité interprofessionnel du lait et ce à la demande des éleveurs suite à la baisse du prix du lait cru durant la période de forte lactation. Le programme de réhabilitation de la production laitière n'a pas pu faire progresser de manière significative le taux d'intégration qui ne dépasse pas les 15%. L'intervention de l'Etat a porté essentiellement sur un élargissement du marché par des mesures de soutien des prix à la consommation en négligeant ainsi l'intensification de la production laitière en amont. C'est pour cette raison que l'objectif stratégique de l'indépendance alimentaire n'a pas été atteint, et c'est pour cette raison que la filière lait est fortement dépendante du marché.

Références bibliographiques:

- Bencharif, A. (2001). Stratégie des acteurs de la filière lait en Algérie : état des lieux et problématique, in M. Padilla, T. Ben Saïd, J. Hassainya, P. Le Grusse (eds.), Les filières et marchés du lait et dérivés en Méditerranée : état des lieux, problématique et méthodologie pour la recherche (P 25-35). Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 32.
- Benfrid, M. (1992). L'intégration de la filière laitière dans le marché mondial ou le déclin de la filière interne. Bari : CIHEAM-IAM, colloque international sur les industries alimentaires en méditerranée, valenzano, Bari (Italie), 1-3 octobre 1992.
- Bouazouni, O. (2008). Etude d'impact des prix des produits alimentaires de base sur les ménages pauvres algériens. Une étude pour le compte du programme alimentaire mondial, disponible on-line : <http://home.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp194575.pdf> (29/06/2013)
- Boukella, M. (1996). Les industries agroalimentaires en Algérie. Cahiers options méditerranéennes. Vol 19.
- Cherfaoui, A. (2003). Essai de diagnostic stratégique d'une entreprise publique en phase de transition. Master of science. IAM Montpellier.
- Cherfaoui, M.L. Mekers, S. Amroun, M. (2006). Le programme national de réhabilitation de la production laitière: objectifs visés, contenu, dispositif de mise en œuvre et impacts obtenus, P04, disponible on-line : www.inraa.dz/spip.php?article14 (29/06/2013)
- Deurtre, G. Koussou, M. Leuteuil, H. (2000). Une méthode d'analyse des filières : synthèse de l'atelier du 10-14 avril 2000, Ndjamen, Tchad.
- Djermoun, A. Chehat, F. (2012). Le développement de la filière lait en Algérie : de l'autosuffisance à la dépendance. Livestock Research for Rural Development, Vol24
- Djermoun, A. (2011). Effet de l'adhésion de l'Algérie à l'OMC et à la zone de libre échange union européenne\ pays tiers méditerranéens sur la filière lait, thèse doctorat, INA, Alger.
- Douanes Algériennes. (2012). Statistiques du commerce extérieur de l'Algérie (2000-2012), Ministère des finances.
- Griffon, M. (1989). Economie des filières en régions chaudes : formation des prix d'échanges agricoles. Actes du Xème séminaire d'économie et de sociologie, 11-15-1989, Montpellier, France.
- Guerra, L. (2009). Contribution à la connaissance des systèmes d'élevage bovin. Ingéniorat d'état en agronomie. Université Sétif, Algérie.

- Kaci, M. Sassi, Y. (2007). Industries laitières et des corps gras. Rapport publié par l'agence nationale de développement de la PME, Algérie, disponible on-line : http://www.andpme.org.dz/index.php?option=com_docman&task=cat_view&gid=75&Itemid=535 (29/06/2013)
- Kherzat, B. (2006). Essai d'évaluation de la politique laitière en perspective de l'adhésion de l'Algérie à l'OMC et à la zone de libre échange avec l'UE. Mémoire de Magister, Institut National de l'Agronomie, Alger.
- Lauret, F. (1989). De l'utilisation de la notion de filière dans la recherche agro économique. Actes du Xèmeséminaire d'économie et de sociologie, 11-15-1989, Montpellier, France.
- Malassis, L. Ghersi, G. (2000). Sociétés et économie alimentaire. Revue Economie Rurale No2255-256, les cinquante premières années de la sfer. Quel avenir pour l'économie rurale ?, 54-60.
- Montigaud, J.C. (1989). Les filières fruits et légumes et la grande distribution : méthode d'analyse et des résultats. Actes du Xème séminaire d'économie et de sociologie. 11-15-1989, Montpellier, France.
- Ministère de l'agriculture et du développement durable MADR (2003), le recensement général de l'agriculture, disponible on-line: <http://www.minagri.dz/pdf/RGA%20rapport%20general.pdf> (29/06/2013)
- MADR. (2010). « Le renouveau agricole » disponible on-line : <http://www.minagri.dz/image/affiche/lait1%20fr.jpg> (29/06/2013)
- MADR. (2012). Le Renouveau Agricole et Rural en marche Revue et Perspectives, disponible on-line : http://www.minagri.dz/pdf/Divers/Juillet/LE_RAR-FR.pdf (29/06/2013)
- Nedjraoui, D. (2000). Profil fourrager. FAO, disponible on-line : <http://www.fao.org/ag/AGP/AGPC/doc/counprof/PDF%20files/Algeria-French.pdf> (29/06/2013)
- Rastoin, J. Ghersi, G. (2010). Le système alimentaire mondial : concepts et méthodes, analyses et dynamiques, Ed Quoe.
- Talleg, F. Bockel, L. (2005). L'approche filière : analyse fonctionnelle et identification des flux. Service de soutien aux politiques agricoles. FAO.